



**HAL**  
open science

# ”Un homme nouveau apparaît”. Le changement technologique dans le discours et la politique de François Mitterrand

Léonard Laborie

## ► To cite this version:

Léonard Laborie. ”Un homme nouveau apparaît”. Le changement technologique dans le discours et la politique de François Mitterrand. Georges Saunier. Mitterrand, les années d’alternances. 1984-1986 / 1986-1988, Nouveau Monde, 2019, 978-2369424246. hal-02469278

**HAL Id: hal-02469278**

**<https://cnrs.hal.science/hal-02469278>**

Submitted on 6 Feb 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

**Ce document est la version auteur d'un chapitre publié dans un ouvrage collectif dirigé par Georges Saunier. Merci à lui et à toute l'équipe de l'Institut François Mitterrand, ainsi qu'à l'éditeur, Nouveau Monde éditions, pour le travail de relecture et de mise en forme.**

**Référence complète :**

Léonard Laborie, « "Un homme nouveau apparaît". Le changement technologique dans le discours et la politique de François Mitterrand », in Georges Saunier (dir.), *Mitterrand, les années d'alternances. 1984-1986 / 1986-1988*, Paris, Nouveau Monde Editions, 2019, p. 617-637.

**« Un homme nouveau apparaît »**

**Le changement technologique dans le discours et la politique de François Mitterrand**

Plus de la moitié (60,70 %) des objets dont se serviront dans quinze ans les habitants de nos pays, nous ne les connaissons pas encore. C'est dire l'exigence, la pression des faits, et sur le plan de l'informatique et sur le plan de la biologie. Un homme nouveau apparaît, avec ses formes de civilisation propres, avec cependant toujours ce problème central, qui, lui, reste le même au-delà des modes et des styles, l'éternel problème qui touche à la vie intérieure de chaque individu, de la vie, de la mort, de la joie, du chagrin, auquel aucune technologie ne répondra jamais.

François Mitterrand, 26 mars 1984, San Francisco<sup>1</sup>

Fin mars 1984, François Mitterrand en voyage aux États-Unis visite San Francisco et la Silicon Valley, en Californie. Cette année-là, dans ce coin-là des États-Unis, Apple lance son ordinateur personnel Macintosh et Cisco voit le jour. Lors du dîner organisé par le *World Affairs Council* et le *Commonwealth Club*, le président expose sa vision du changement technologique et de son impact sur la société : « un homme nouveau apparaît », affirme-t-il, sous l'effet moins du

---

<sup>1</sup> Allocution prononcée au dîner offert par le *World Affairs Council* et le *Commonwealth Club*, San Francisco, 26 mars 1984. Les extraits cités dans cet article sont tirés de la base de données consultable à l'Institut François Mitterrand (Paris).

politique que du technique, et en l'occurrence de l'informatique et de la biologie. Est-ce alors une manière de flatter l'auditoire, de faire part d'une impression passagère, ou est-ce l'expression d'une conviction profonde, enracinée dans une expérience et matérialisée dans des choix politiques concrets ?

Après les thèmes du changement puis de la rigueur, le gouvernement Mauroy vient de choisir celui de la modernisation pour structurer son action et sa communication vers le public. Déjà, en 1981, le Premier ministre avait affirmé dans son discours de politique générale : « Nous ne trouvons pas le pays préparé à la troisième révolution industrielle<sup>2</sup>. » Dans une tribune publiée dans *Le Monde* fin février 1984, Pierre Mauroy revient sur cette « Troisième Révolution industrielle » en cours. Pour lui, « le choix qui nous est proposé est simple : aller de l'avant ou perdre pied »<sup>3</sup>. Porteurs de cette révolution : l'informatique et les télécommunications, mais aussi la science des matériaux ou encore la génétique. Préparé en 1983, le IX<sup>e</sup> plan (1984-1988) fait du développement industriel sa priorité, justifiant « l'effort demandé aujourd'hui aux Français » selon le ministre de l'Industrie et de la Recherche Laurent Fabius, pré-positionné à ce poste en vue de Matignon<sup>4</sup>. De fait, en juillet 1984, le nouveau gouvernement désormais conduit par Laurent Fabius reprend ce thème, en se donnant pour impératifs de « moderniser et rassembler<sup>5</sup> ». La seconde moitié du premier septennat de François Mitterrand, qui marque selon Mathias Bernard « l'aboutissement de la conversion du socialisme français au réalisme politique et économique<sup>6</sup> », met peut-être plus que jamais les vertus de l'innovation en avant.

Une étude des discours et plus largement de la parole publique de François Mitterrand sur la période allant de 1984 à 1988 montre à quel point le facteur technologique est présent dans sa communication sur le changement économique et social. Si le voyage aux Etats-Unis a eu son propre impact, il a aussi ses racines. Le discours de San Francisco n'est en rien de pure circonstance, et témoigne en fait d'une sensibilité réelle, perceptible aussi bien avant qu'après

---

<sup>2</sup> Discours de Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale, 8 juillet 1981 ([http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2014/06/mauroy-discours\\_de\\_politique\\_generale.pdf](http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2014/06/mauroy-discours_de_politique_generale.pdf)).

<sup>3</sup> Pierre Mauroy, « Moderniser la France », *Le Monde*, 29 février 1984.

<sup>4</sup> Conseil des ministres, 29 avril 1983 (<http://discours.vie-publique.fr/notices/836002214.html>).

<sup>5</sup> Déclaration de politique générale de M. Laurent Fabius, Premier ministre, sur les objectifs du gouvernement, à l'Assemblée nationale le 24 juillet 1984 (<http://discours.vie-publique.fr/notices/843142700.html>).

<sup>6</sup> Mathias Bernard, *Les Années Mitterrand. Du changement socialiste au tournant libéral*, Paris, Belin, 2015, p. 55.

ce voyage.

Le présent article vise à faire réentendre cette parole publique, à en sonder les origines et à en évaluer la portée. Centré sur les années d'alternance comme le reste du volume, il doit toutefois déborder ce cadre chronologique. Il tente d'abord de donner la mesure de l'importance du thème du changement technologique et d'en fixer les contours. Entre pédagogie de la crise et promesse de progrès, le discours présidentiel mitterrandien fait sur ce sujet preuve d'un réel optimisme ou, mieux, d'un réel volontarisme, même s'il intègre des éléments de critique. L'article revient ensuite sur les sources de ce discours. Il interroge enfin sa traduction dans les politiques menées sur la période. Il conclut en avançant des hypothèses sur les raisons du relatif trou de mémoire collective sur le volontarisme technologique de la présidence de François Mitterrand.

#### **Discours : pédagogie de la crise et promesse de progrès**

Plusieurs dizaines d'interventions du président de la République entre janvier 1984 et avril 1988 abordent le sujet du changement technologique de manière substantielle. Nouvelles sources d'énergie, biotechnologies, et plus encore informatique, automatique et télécommunications qui se déploient avec pour brique de base les composants électroniques, reviennent ainsi fréquemment dans l'exposé des forces qui façonnent le monde et dont la France doit elle aussi se saisir, à son avantage, pour sortir de la crise. Une quarantaine d'interventions concerne plus spécialement l'informatique.

Ces interventions s'inscrivent dans des contextes très différents. Elles sont bien sûr attendues lorsque le président visite une usine de l'industriel informatique Bull à Angers ou inaugure un Institut universitaire de technologie (IUT) à Lens. Mais le choix de ces lieux ne reflète-t-il pas lui-même une certaine sensibilité au sujet ? Celle-ci est d'ailleurs plus nette encore lorsqu'on trouve les technologies au cœur d'un entretien donné au magazine féminin *Elle*, au quotidien *le Parisien libéré*, ou encore à la télévision lors de l'émission « Sept sur Sept », en février 1984. Ceci montre que le public des discours présidentiels sur le changement technologique ne se limite pas aux techniciens et aux entrepreneurs. Le président est clair sur ce point : « L'informatisation de notre société est un impératif qui ne concerne pas seulement les futurs étudiants, mais la société entière et commande sa vitalité<sup>7</sup>. » Il ne fait pas de doute que les technologies sont pour lui une clé de compréhension, et non une donnée périphérique, dans l'interprétation de l'environnement contemporain et de l'avenir du pays.

---

<sup>7</sup> TF1, émission « Sept sur Sept », 12 février 1984.

Ceci étant dit, quelle est plus précisément l'analyse proposée ? À écouter François Mitterrand, les technologies nouvelles sont ce qui détermine à la fois la crise et le progrès, rien moins. Elles déterminent la crise dans la mesure où le chômage et l'inflation, qui en sont les manifestations les plus vives, sont moins selon lui le produit de circonstances conjoncturelles que d'une transformation structurelle de l'économie et de la société, dont les origines sont technologiques. À Stockholm, en mai 1984, le président dit avoir depuis longtemps déjà proposé cette explication : « Que de fois ai-je répété, et je ne suis pas le seul, que la crise était au fond le décalage qui se produisait entre les transformations scientifiques et techniques, leur mise en pratique possible et leurs conséquences humaines et économiques<sup>8</sup> ? » Soigneusement exposée et répétée, cette thèse d'une technologie qui prend de vitesse la société représente en effet une véritable pédagogie mitterrandienne de la crise :

Je dirai d'abord en peu de mots que la cause principale de la crise est, à l'évidence, la difficulté qu'éprouve toute société à s'adapter au changement ; nous avons à faire face à un formidable changement. C'est une révolution, la révolution des techniques. Ce n'est pas la première fois qu'on connaît cela puisqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle cela a été la révolution de la vapeur, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle celle de l'électricité et, maintenant, à la fin du XX<sup>e</sup>, nous en sommes à la révolution de l'électronique<sup>9</sup>.

Par rapport à cette transformation de fond, les facteurs conjoncturels sont des « causes secondaires » :

à l'heure actuelle, il y a le fait que l'énergie, cela coûte cher, et nous n'avons pas de pétrole ; il y a le fait que les monnaies sont toujours en dispute, qu'il n'y a plus de système monétaire international, ce qui nous fait vivre souvent sous la domination du dollar, lequel dollar est, comme vous le savez, très fluctuant ; et puis il y a aussi le fait que pendant trop d'années il y a eu l'impréparation de la France à la compétition industrielle<sup>10</sup>.

Certes directement perceptibles de tout un chacun, la hausse du prix de l'essence ou la variation du cours des monnaies ne permettent donc pas d'expliquer la crise telle qu'elle se présente. Il faut en revenir à l'histoire des deux derniers siècles pour mesurer le phénomène en cours, plus abstrait :

---

<sup>8</sup> Académie royale des sciences de l'ingénieur, Stockholm, 17 mai 1984.

<sup>9</sup> TF1, émission « L'Enjeu », 15 septembre 1983.

<sup>10</sup> *Ibid.*

le formidable mouvement technologique et l'inadaptation de notre société industrielle à cette arrivée des techniques nouvelles ont provoqué un grand désordre. Beaucoup de ce qu'on appelle les industries classiques ont sombré ou sont en péril, et les travailleurs n'ont pas souvent été formés aux technologies nouvelles. Nous connaissons exactement ce décalage qui a provoqué, au XIX<sup>e</sup> siècle, lors d'une autre révolution industrielle, les drames que vous connaissez. Chacun se souvient des canuts de Lyon, de la destruction des machines textiles qui ont pourtant été, par la suite, à l'origine d'un formidable développement industriel. Nous sommes dans ce creux-là. Il faut y parer le plus tôt possible<sup>11</sup>.

Les parallèles historiques permettent aussi de dégager ce qu'il y a de spécifique à la période contemporaine. Le machinisme et l'automatisation ne sont pas nouveaux, mais la nature de ce qui est automatisé l'est. Avec l'informatique notamment, c'est la pensée qui est concernée :

ces machines, pendant un siècle et demi, remplaçaient le muscle de l'homme, maintenant elles remplacent sa mémoire et son raisonnement. Je pense que la crise vient de là, c'est-à-dire que notre société a eu beaucoup de peine à s'adapter à ce changement, et la crise est d'autant plus grave qu'on met plus de temps à s'adapter, que la société est plus figée, plus immobile, tandis que la science et la technique vont plus vite. C'est cela, la crise, et il est très important d'en réduire les délais, donc d'être rigoureux, pour atteindre l'objectif le plus vite possible, parce que dans l'intervalle c'est beaucoup de malheur, c'est beaucoup de détresse<sup>12</sup>.

Ainsi posée, l'histoire nourrit l'image d'une vague d'innovations destructrices à court terme et néanmoins créatrices de valeur à long terme, comme l'a exposé jadis l'économiste Joseph Schumpeter. L'informatique est un bon exemple. Le discours prononcé en ouverture du colloque « Informatique et enseignement », le 22 novembre 1983, est resté célèbre :

L'informatique est l'homme pressé de la science. [...] À la fois industrie et service, technique et produit, elle entretient avec la crise un commerce inavouable, des relations d'agent double. Ici facteur de déséquilibre, là, créatrice de chômage, elle est ailleurs à la source de nouvelles inventions, de gains de productivité, qui permettent de conquérir des marchés et d'embaucher des hommes<sup>13</sup>.

Dès la seconde moitié des années 1970, les spécialistes débattent de nombre de tensions et de déconvenues liées à l'introduction de l'informatique, que cette dernière détruit de l'emploi,

---

<sup>11</sup> Journal d'Antenne 2 Midi, 2 janvier 1983.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Colloque « Informatique et enseignement », 22 novembre 1983.

déqualifie le travail ou se révèle inopérante pour améliorer la productivité<sup>14</sup>. L'école française de l'économie industrielle se fait dans les années 1980 une spécialité de la question de l'impact quantitatif de l'informatique sur l'emploi, avec une approche « méso-économique » novatrice, par branche, secteur, bassin d'emploi, en distinguant notamment services et industries. Pour François Mitterrand, il faut inscrire cette comptabilité dans une dynamique temporelle, et avoir confiance. Le moment viendra où les créations d'emploi l'emporteront sur les destructions. C'est cette conviction profonde qui anime sa politique. Il s'en explique aux États-Unis, quand il quitte la Californie pour rejoindre Pittsburgh, le 27 mars 1984 :

L'orientation fondamentale de la France a été fixée. Elle ne cesse plus d'inspirer mes efforts, nos mutations, notre politique à long terme. C'est ce qu'on a bien voulu appeler ici ou là « le projet français », ce qui nous flatte beaucoup. Ce qu'il signifie se résume simplement : après avoir constaté la rapidité des mutations technologiques, les transformations de la production et du travail, on n'a encore rien dit si l'on ne comprend pas que c'est l'inadaptation des hommes qui représente finalement le véritable obstacle<sup>15</sup>.

À Matignon, le chômage et les restructurations industrielles sont la priorité et le quotidien du gouvernement ; à l'Élysée, il semble que l'informatique et les nouvelles technologies soient le cheval de bataille donnant une raison d'espérer :

Ce qu'il faut c'est que les Français comprennent que nous devons moderniser nos industries pour réussir. Chaque fois que l'on m'annonce des suppressions d'emplois, mon premier réflexe est de me dire : « comment créer de nouveaux emplois, pour le moins tout autant, mais dans des industries capables de supporter la concurrence ». Parce que lorsque l'on se bat, il faut gagner. La France risque d'être distancée par des concurrents, Japonais, Américains – elle l'est déjà –, par les Allemands, d'autres encore, et il ne le faut pas<sup>16</sup>.

Le chemin est « irréversible » :

Il m'arrive d'intervenir et je le fais le plus souvent possible, ici ou là pour marquer l'engagement irréversible de notre société, l'engagement du Gouvernement et des pouvoirs publics pour faciliter autant qu'il sera possible ce rapide développement qui assurera, d'une part, plus de savoir, plus de connaissances, et donc plus de maîtrise, en même temps que la capacité de notre société à affronter

---

<sup>14</sup> Pascal Griset, « Du “temps réel” aux premiers réseaux : une entreprise rêvée, une informatique à l'épreuve du quotidien (des années 1960 au milieu des années 1970) », *Entreprises et histoire*, n°60, 2010/3, pp. 98-121.

<sup>15</sup> Université Carnegie-Mellon, Pittsburgh, 27 mars 1984.

<sup>16</sup> TF1, « Sept sur Sept », 12 février 1984.

les périls et les difficultés du monde moderne<sup>17</sup>.

Ces interventions à répétition sont nécessaires, car il faut convaincre. Le colloque de la CFDT sur les « dégâts du progrès » a pointé dès le milieu de la décennie 1970 les risques liés aux nouvelles technologies<sup>18</sup>. Informatisation rime pour beaucoup avec parcellisation, intensification et taylorisation accrue du travail de bureau<sup>19</sup>. Les journalistes se font les interprètes d'interrogations qui traversent le pays : « Les travailleurs doivent-ils vivre dans l'angoisse et attendre, dans la crainte du chômage, l'arrivée des nouvelles technologies<sup>20</sup> ? » À la critique de l'informatique, François Mitterrand répond par la nécessité de la généraliser et de la démocratiser. En misant coûte que coûte sur les nouvelles technologies, il fait preuve d'une confiance dans la révolution en cours, potentiellement décentralisée et libératrice. Un long extrait mérite ici d'être cité :

Il s'agit maintenant de passer d'une civilisation fondée presque exclusivement sur la circulation des hommes et des marchandises à une société où les échanges matériels feront place à des modes de communication plus abstraits. Toutes nos habitudes, nos façons de vivre, nos modes de travail vont s'en trouver, s'en trouvent déjà bouleversés. Faut-il encore le souligner, avec la biotechnologie, autre forme de l'association énergie-information, le couple électricité-électronique reste le moteur de cette nouvelle étape de l'histoire humaine, véritable révolution en vérité. [...] L'homme qui hier vivait dans un espace étroit, vécu comme protecteur, se trouve maintenant plongé dans une suite de réseaux, comme un monde inquiétant où l'on subirait de plus en plus la pression de pouvoirs impersonnels et oppressifs. Et pourtant je crois [...], j'en suis sûr, que ces nouvelles technologies peuvent et doivent être un nouveau facteur de liberté. Elles permettront de concilier une production centralisée et une distribution très diffuse. Le client ne sera plus tout à fait subordonné au producteur. Les acteurs pourront dialoguer, d'un bout à l'autre de la chaîne. Qui commande réellement ? L'entrepreneur qui fait démarrer une usine ? Ou bien, à l'autre bout, le client qui gère librement son approvisionnement professionnel ou domestique en appuyant sur des boutons, dont la puissance révèle l'avancée de la science ? Ainsi, loin d'être l'instrument d'asservissement redouté par certains – ils pourraient l'être –, l'électricité et

---

<sup>17</sup> Société des électriciens et des électroniciens, Palais des Congrès, 9 décembre 1983.

<sup>18</sup> CFDT, *Les Dégâts du progrès : les travailleurs face au changement technique*, Paris, Le Seuil, 1977.

<sup>19</sup> Andreu Solé, « La condition des travailleurs de bureau, enjeu sociologique des politiques d'automatisation », *Informatique et Gestion*, n°109, octobre 1979, pp. 68-75, p. 69, cité par Alain Beltran, « Arrivée de l'informatique et organisation des entreprises françaises (fin des années 1960-début des années 1980) », *Entreprises et histoire*, n° 60, 2010/3, pp. 122-137.

<sup>20</sup> Entretien au *Parisien libéré*, 2 février 1984.



l'électronique pourraient devenir un outil privilégié de la décentralisation de nos sociétés, tout particulièrement de l'industrie. Elles libèrent des contraintes de localisation, d'agencement, de conduite du travail. Et cette souplesse s'introduit à tous les niveaux, celui de l'entreprise, de l'atelier ou des équipes<sup>21</sup>.

À qui l'interroge sur son optimisme, le président de la République répond : « Je ne suis pas optimiste, je suis volontaire<sup>22</sup>. »

La crise apparaît donc comme structurelle, appelant une transformation de l'économie et de la société qu'il s'agit pour les responsables politiques de négocier. Elle durera le temps de l'adaptation :

Il faut raccourcir au maximum le délai pendant lequel on s'adaptera. Si ce délai est court, la crise sera courte et nous arriverons au bout de nos peines<sup>23</sup> ; plus on raccourcit ce décalage, moins la crise dure et c'est le problème posé à nos intelligences de telle sorte qu'au fond une crise, aussi dure qu'elle soit, c'est aussi l'occasion de poser les jalons de l'espoir puisque la société industrielle, technique et scientifique va changer. C'est donc la société tout entière qui doit faire l'effort de réduire ce décalage, c'est-à-dire qu'il s'agit de la création d'une société différente, et c'est tout à fait exaltant<sup>24</sup>.

En somme, le projet est de marier la puissance transformatrice des technologies à celle du socialisme pour non seulement sortir de la crise, mais opérer un changement bénéfique au plus grand nombre.

Arrivé en 1988, le discours et l'horizon sont inchangés :

Si une société n'a pas assez de souplesse et de rapidité et si ses dirigeants n'ont pas assez d'audace créatrice pour suivre exactement le progrès scientifique et technique, tout le temps qu'il faudra pour que cette société rattrape le temps perdu, cela s'appellera la crise. C'est le point où nous en sommes, en dépit des réels progrès accomplis au cours de ces dernières années, je ne dirai pas exactement à partir de quelle date car j'entrerais dans une querelle inutile<sup>25</sup>.

François Mitterrand construit ainsi un cadre interprétatif de son temps, sans cesse repris pour expliquer à l'opinion la crise et en faire entrevoir l'issue. Les technologies vont plus vite que la

---

<sup>21</sup> Société des électriciens et des électroniciens, Palais des Congrès, 9 décembre 1983.

<sup>22</sup> TF1, « L'Enjeu », 15 septembre 1983.

<sup>23</sup> TF1, « Sept sur Sept », 12 février 1984.

<sup>24</sup> Académie royale des sciences de l'ingénieur, Stockholm, 17 mai 1984.

<sup>25</sup> Inauguration de l'Institut universitaire de technologie, Lens, 28 janvier 1988.

société, dont l'organisation est malmenée par l'intrusion de nouvelles formes de production, de communication ou de distribution ; ce que l'on appelle la crise cessera lorsque la société sera adaptée à la nouvelle donne technologique. Il ne s'agit donc pas de rejeter le changement technologique ou de s'en protéger, mais de préparer la société à faire au mieux avec. François Mitterrand se montre en effet optimiste et volontaire. La France doit prendre part à la révolution en cours pour ne pas la subir, elle doit mieux former les hommes et les femmes pour qu'ils soient les maîtres de ces nouveaux outils.

Ce discours a la vertu politique de neutraliser les arguments des alliés communistes ou des adversaires de droite – que ces derniers mobilisent des raisonnements de politiques structurelles marxistes ou conjoncturelles – et de scénariser une sortie. Il a en revanche l'inconvénient de mettre en porte-à-faux le slogan selon lequel le politique peut « changer la vie », puisque c'est la vie qui semble devoir s'adapter aux technologies. Ceci étant dit, quelles sont les sources qui informent ce discours ?

#### Sources : les entourages

Au magazine *Elle*, qui lui demande : « Comment l'homme de la terre et de l'écrivain que vous étiez s'est-il arrêté dans les laboratoires de la Silicon Valley ? Comment a-t-il pu sauter d'une galaxie à l'autre ? », François Mitterrand prend le soin de rappeler qu'il n'est pas étranger à cette partie du monde social :

Mes origines certes sont provinciales, d'une province rurale, la Saintonge, et ma formation a été littéraire et juridique. Mais j'ai été étudiant à Paris dans les années 34-39, soldat pendant la guerre, et j'ai vu de quoi manquait la France. J'ai voyagé, appris le monde. Il y avait dans ma famille beaucoup de scientifiques, plusieurs polytechniciens, frère, cousins, beaux-frères. Nous avions de nombreuses discussions sur les problèmes de technologie, de recherche. L'avenir du monde industriel nous passionnait. C'est vrai que mes responsabilités ministérielles autrefois se sont exercées dans des postes plus « politiques » que techniques, la Justice, l'Intérieur, l'Outre-Mer, mais j'ai toujours considéré que la maîtrise scientifique déterminerait les rapports de force de demain. C'est la mesure des temps modernes. Si vous aviez la bonté de lire la motion que j'ai présentée au Congrès de Metz du Parti socialiste en 1979, vous constateriez qu'elle était largement consacrée aux mutations technologiques. Enfin, je n'ai pas fait connaissance de la Silicon Valley lors de mon dernier voyage aux États-Unis d'Amérique, mais en 1967<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> Entretien au magazine *Elle*, 5 juin 1984.

La prégnance du thème du changement technologique dans le discours présidentiel s'explique par le fait qu'il est effectivement ancré dans une conscience personnelle ancienne, ravivée par l'entourage et les circonstances.

François Mitterrand est assurément un homme de son temps, qui a grandi dans les dernières décennies de la III<sup>e</sup> République, régime marqué par la science comme véritable « nouvelle religion de l'âge industriel<sup>27</sup> ». Au-delà, son entourage, qu'il soit familial, amical ou partisan, compte nombre de personnes directement concernées par les questions technologiques. À commencer par son frère aîné Robert, né en 1915. Polytechnicien, il est directeur de cabinet de François Mitterrand ministre des Anciens Combattants puis secrétaire d'État à l'Information à la fin des années 1940. Il poursuit ensuite sa carrière dans l'industrie privée. Dans les années 1970, il dirige Sperry Univac, une entreprise américaine de premier plan dans l'informatique, avant de rejoindre le français CIT-Alcatel avec des fonctions de direction, dans le secteur de l'automatique<sup>28</sup>. On sait par ailleurs que François Mitterrand compte parmi ses amis des chefs d'entreprise concernés par le facteur technologique.

Son entourage est enfin, bien évidemment, celui du Parti socialiste et de ses experts en économie. Les années 1970 sont une période d'assez vive réflexion au Parti socialiste sur la question technologique en général, et informatique en particulier<sup>29</sup>. Constitué de scientifiques et d'hommes politiques « d'orientation socialiste », un cercle de réflexion, appelé le Groupe des Dix, se réunit de 1969 à 1976 pour explorer les contributions possibles de la science à un projet de société plus égalitaire<sup>30</sup>. Henri Laborit, Edgar Morin, Jacques Robin, Robert Buron, René Passet, Joël de Rosnay, Michel Rocard en font partie. Mathieu Fulla a par ailleurs montré comment, dans le même temps, le Parti socialiste avait entrepris un « aggiornamento culturel »

---

<sup>27</sup> Guillaume Carnino, *L'Invention de la science. La nouvelle religion de l'âge industriel*, Paris, Le Seuil, 2015.

<sup>28</sup> Yves Bouvier, *Connexions électriques. Technologies, hommes et marchés dans les relations entre la Compagnie générale d'électricité et l'État (1898-1992)*, Bruxelles, Peter Lang, 2014, p. 497.

<sup>29</sup> Voir le numéro « Informatique et socialisme » de la revue *Informatique et société* (avril 1977), et le dossier spécial de la *Nouvelle Revue socialiste* (avril-mai 1979), référencés par Georges Saunier dans l'édition critique de l'ouvrage *Ici et Maintenant* (François Mitterrand, *Œuvres III*, Paris, Belles Lettres, 2016).

<sup>30</sup> Brigitte Chamak, « Yves Stourdzé et les réalisations du CESTA », *Quaderni*, n° 89, 2016/1, p. 12 ; id., *Le Groupe des Dix ou les avatars des rapports entre science et politique*, Paris, Éditions du Rocher, 1997.

en matière de science économique<sup>31</sup>. Un groupe d'experts s'est formé pour outiller le parti et le crédibiliser dans la gestion des affaires économiques, en ouvrant une alternative keynésienne, voire postkeynésienne, à la critique marxiste traditionnelle ou reformulée par le CERES. Parmi eux, aux côtés de Jacques Attali, se trouvent notamment Jean-Hervé Lorenzi, François Stasse et Alain Boublil. Ce dernier, mathématicien devenu économiste, chargé de mission au Commissariat du Plan sur les affaires industrielles et technologiques, devient en 1979 délégué auprès du Premier secrétaire chargé des questions économiques et co-secrétaire, avec Louis Gallois, de la commission économique du Parti socialiste. Il rédige deux textes importants pour le sujet qui nous occupe : un livre programmatique, *Le Socialisme industriel*, publié en 1977 et un article d'analyse, « Vers une explication technologique de la crise », publié en 1978<sup>32</sup>. C'est à partir des réflexions du premier de ces textes que se noue la relation que nous avons vue centrale dans le discours et que nous verrons centrale dans l'action du président François Mitterrand à partir de 1982, entre progrès technique et modernisation industrielle<sup>33</sup>. Au Commissariat du Plan, un groupe de travail, Société française et technologie, se met en place pour préparer le VIII<sup>e</sup> Plan, présidé par André Danzin, président de l'INRIA, avec Alain Boublil et Jacques Lagarde<sup>34</sup>. Il conclut sur trois points : le caractère décisif de l'acceptabilité sociale des technologies, la mesure nécessaire de leur impact sur l'emploi et le travail, l'importance cruciale de leur production et de leur maîtrise pour l'avenir du pays. Jacques Attali fait le pont entre ces différents lieux et milieux de réflexion.

Lors du congrès de Metz d'avril 1979, cité plus haut, François Mitterrand l'emporte grâce à son alliance avec le CERES de Jean-Pierre Chevènement. Ce dernier est à la manœuvre pour rédiger le « Projet socialiste pour la France des années 1980 », qui reprend dans son analyse de la crise les thèses les plus marxisantes et le programme commun à la lettre, en ne tenant pas compte des travaux de la commission économique et des propositions de la deuxième gauche de Michel

---

<sup>31</sup> Mathieu Fulla, « Les experts économiques du Parti socialiste face à la crise des années 1970 », dans Laurent Coste et Sylvie Guillaume, *Élites et Crises du XVI<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle : Europe et Outre-mer*, Paris, Armand Colin, 2014, pp. 239-250, 246 ; Mathieu Fulla et Matthieu Tracol, « Penser la crise », dans Noëlline Castagnez et Gilles Morin (dir.), *Le Parti socialiste d'Épinay à l'Élysée*, Rennes, PUR, 2015, pp. 261-275.

<sup>32</sup> Alain Boublil, *Le Socialisme industriel*, Paris, Puf, 1977 ; id., « Vers une explication technologique de la crise », *Les cahiers de l'Iris*, septembre 1978.

<sup>33</sup> Mathieu Fulla, *Les Socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 287-289.

<sup>34</sup> *La Société française et la technologie : rapport d'un groupe de travail*, Paris, La Documentation française, 1980.

Rocard<sup>35</sup>. Mais la partie programmatique de ce Projet reste marquée par les postkeynésiens, dominants parmi les experts économiques du Parti socialiste, et lorsque le candidat François Mitterrand prépare son programme économique, c'est entouré de Jacques Delors et de Jacques Attali, qui gommant les références marxistes. Ceci se traduit notamment par la mise en avant de l'investissement productif comme réponse à la stagflation, c'est-à-dire par une politique de l'offre et non plus seulement de la demande.

En attendant, la motion de François Mitterrand en 1979 affirmait son attachement à la notion de progrès des savoirs et des technologies par cette formule : « Pas de socialisme sans la science<sup>36</sup> ». Le texte expliquait et tempérerait aussitôt :

Le refus du progrès technique, la peur de l'acte créateur sont le propre des sociétés perdues. Le danger pour l'humanité n'est pas que l'homme invente mais qu'il ne maîtrise pas ce qu'il a créé. D'où la nécessité pour lui d'accroître son savoir et de prendre conscience des causes objectives et subjectives de son asservissement<sup>37</sup>.

L'enjeu n'est donc pas de brider *a priori* l'inventivité, mais de pouvoir maîtriser l'innovation, par la définition d'un cap et l'aptitude à la réflexivité du corps social. Quand, plus tard, le président explique que la France doit s'adapter aux changements, c'est qu'il estime qu'elle n'a pas su se préparer pour maîtriser de manière réfléchie les développements en cours, subis et non anticipés.

Dans son livre d'entretiens *Ici et Maintenant*, publié en 1980, le candidat François Mitterrand développe sur une dizaine de pages ses idées en la matière. On les retrouvera peu ou prou, les années suivantes, dans la bouche du président. Certains passages annoncent en effet les prochains discours, quand ils pointent par exemple :

la vague de produits nouveaux qui va déferler sur nous dans les années prochaines. Je citerai, sans ordre, quelques-uns d'entre eux dont j'examinerai plus loin les potentialités : l'ordinateur à domicile, le courrier électronique, les postes téléphoniques sans fil, les postes téléphoniques avec intelligence et mémoire incorporées, la surveillance et l'alerte à reconnaissance vocale, le captage et l'utilisation de l'énergie solaire domestique, la machine à dicter et à imprimer, la télévision à

---

<sup>35</sup> Sur ce point et ce qui suit : Mathieu Fulla, « Les experts économiques », art. cit., pp. 246-248.

<sup>36</sup> François Mitterrand, *Œuvres III*, op. cit., p. 268.

<sup>37</sup> *Ibid.*

cadran plat, la télévision individualisée, etc. [...]. Tout le savoir du monde sera disponible pour chacun<sup>38</sup>.

Là encore, point de naïveté ou de confiance aveugle dans le progrès technologique, mais une conscience de la nécessité de le guider :

Quelle espérance, quelle foi, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la vertu du progrès par la science ! La machine libérerait l'homme. Rêve conscient. Il appartient au créateur de gouverner sa créature. L'homme a créé la machine capable d'économiser sa fatigue, en relayant ses muscles. Comment eût-il imaginé qu'elle deviendrait l'instrument d'un nouvel esclavage ? La machine n'y songeait pas, docile à qui la commandait. Mais d'autres y ont pensé pour elle : les détenteurs du capital. [...] La science, langue d'Ésope, pire et meilleure des choses, offre cette nouvelle chance. Mais pourquoi la même classe dirigeante, dont la puissance se fonde sur les mêmes rapports de production, laisserait-elle échapper, à moins qu'on la contraigne, l'occasion d'assurer plus encore son pouvoir<sup>39</sup> ?

Plus loin, le candidat conclut nettement, et même de manière binaire :

Les socialistes savent que la science n'est pas neutre. Ou bien la liberté y gagnera ou bien ce seront les forces d'oppression. C'est là toute l'affaire. [...] je crois du plus profond de moi que le socialisme sera seul capable d'organiser, dans chaque champ de savoir, l'action de résistance qui infléchira la technique du côté de la liberté<sup>40</sup>.

Sur fond de vives controverses sociotechniques qui traversent la société française, en particulier autour du nucléaire, Mitterrand refuse de renoncer à la notion de progrès technologique, et entend au contraire la réenchanter. Il propose d'injecter du politique dans la dynamique technologique pour en prévenir les potentiels effets sociaux délétères. C'est une manière habile de combler l'incertitude qu'ouvrent ces changements.

Après son élection, Jacques Attali et Alain Boubilil le rejoignent à l'Élysée, le premier en qualité de conseiller spécial en charge de la cellule prospective et de la préparation des sommets du G7, le second en qualité de conseiller technique sur les questions industrielles et technologiques au sein du Secrétariat général de la Présidence de la République<sup>41</sup>. À la suite du rapport

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, pp. 263-264.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 267.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 269.

<sup>41</sup> Sur cette période, voir Alain Boubilil, *Le Soulèvement du sérail*, Paris, Albin Michel, 1990.

demandé par le Premier ministre Pierre Mauroy à Joël de Rosnay, et dans la foulée du colloque national de la Recherche et de la Technologie de janvier 1982, un observatoire public des nouvelles technologies à la large mission de veille, de prospective, d'aide à la décision publique et privée et d'information du plus grand nombre est fondé. Il s'agit du Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées (CESTA), qui héberge par ailleurs un réseau, l'Association pour le développement et la maîtrise des sciences et des techniques<sup>42</sup>. Lors du sommet du G7 à Versailles en juillet 1982, les chefs d'État échangent sur les relations entre technologie, croissance et emploi. Le CESTA, dirigé par Yves Stourdzé, prépare avec Jacques Attali et François Gros, conseiller du Premier ministre pour les questions scientifiques, un rapport sur le sujet, remis en janvier 1983<sup>43</sup>. Yves Stourdzé est chargé de suivre ces travaux pour la France et les Sept, et de réunir un groupe d'experts internationaux. Dix-huit projets sont définis. « Dès lors, les questions scientifiques et technologiques prendront toute leur place dans les enceintes diplomatiques multilatérales, même si l'esprit initial semble s'être un peu perdu<sup>44</sup>. » Tous les partenaires ne sont pas également réceptifs : à Versailles, Ronald Reagan avait déjà fait remarquer que la climatisation était défectueuse, et que les prétentions de la France à impulser ce mouvement étaient déplacées<sup>45</sup>... Rattaché au ministère de la Recherche et de la Technologie, le CESTA n'en continue pas moins de jouer un rôle de think tank original conseillant la présidence et le gouvernement, pour placer les nouvelles technologies au cœur du projet de société. En 1986, l'établissement compte près de 80 salariés. Mais la mort de son directeur et la cohabitation entraînent sa dissolution officielle fin 1987.

### Politiques : le triptyque recherche, industrie, formation

Il est permis de s'interroger : le changement technologique est-il avancé pour légitimer des décisions ou les décisions sont-elles informées par la prise en compte du changement technologique ? Dans le discours présidentiel, le changement technologique a indubitablement une fonction narrative ou pédagogique. En désignant des causes et une issue, il dresse une toile

---

<sup>42</sup> Voir le dossier coordonné par Marc Chopplet : « Penser l'avenir : le CESTA, un think tank atypique », *Quaderni*, n°89, 2016/1.

<sup>43</sup> *Technologie, Croissance, Emploi. Rapport aux sept chefs d'État et de Gouvernement et aux représentants des Communautés européennes*, Paris, La Documentation française, 1983.

<sup>44</sup> Jean-Paul Karsenty, entretien avec Georges Saunier, « Du CESTA à la création d'EUREKA. Réflexions sur la politique scientifique et technologique du gouvernement socialiste », *La Lettre de l'Institut François Mitterrand*, n° 18, 17 décembre 2006.

<sup>45</sup> *Ibid.*

de fond sur laquelle viennent s'inscrire les actions. Mais il informe aussi la décision. En ce sens, on peut repérer trois lignes principales d'action, ceci ne constituant qu'une esquisse qui appelle à des travaux plus précis. Il y a d'abord le soutien à la recherche, ensuite la politique industrielle des filières, enfin l'accent mis sur la formation.

La première ligne d'action a trait au soutien à la recherche et à l'innovation. Il s'agit de donner aux acteurs de la recherche française les moyens de suivre la dynamique impulsée par les États-Unis, le Japon, et de combler par la coopération internationale le fossé que l'on voit se creuser entre ces pays et l'Europe, depuis au moins les années 1960. Le 13 janvier 1982, le président explique :

Pour sortir de la crise, la recherche constitue l'une des clés essentielles, peut-être la clé du renouveau. Seul un gigantesque effort de recherche permettra à la France de prendre place parmi les quelques rares Nations capables de maîtriser leurs technologies et en définitive de conserver leur indépendance. Commençons par un acte de volonté, n'acceptons comme inéluctables ni les rapports économiques de domination, ni la division internationale du travail telle qu'elle est aujourd'hui<sup>46</sup>.

Le ministère de la Recherche et de la Technologie est élevé au rang de ministère d'État<sup>47</sup>. Précédé d'assises régionales, un grand colloque national, le premier du genre depuis vingt-cinq ans, est mis en place début 1982 pour préparer la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France (juillet 1982). Cette dernière fait de la recherche et du développement technologique « des priorités nationales », garantissant une hausse spectaculaire des budgets annuels de près de 18 % et des effectifs de 4,5 % sur trois ans. Dans le même temps, le ministère et le CESTA préparent et suivent, comme on l'a vu, le programme international d'orientation concertée des choix technologiques Technologie, Croissance, Emploi. Ils soutiennent la mise en place par le commissaire européen Étienne Davignon du premier Programme-cadre de recherche et développement des Communautés européennes, adopté en 1983<sup>48</sup>. Ils appuient les programmes Esprit, Race, Brite, Euram lancés à partir de 1984 et 1985. La France contribue ainsi au premier chef à mettre « L'Europe de la

---

<sup>46</sup> Colloque national sur la recherche et la technologie, Paris, Palais des congrès, 13 janvier 1982.

<sup>47</sup> Sur ce point et ce qui suit : Denis Guthleben, *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2013, pp. 360-369.

<sup>48</sup> Arthe van Laer, « La recherche : vers une nouvelle politique commune », dans Éric Bussière *et al.* (dir.), *La Commission européenne 1973-1986. Histoire et mémoires d'une institution*, Bruxelles, Commission européenne, 2014, pp. 281-295.



technologie » à l'agenda, en poussant la coopération jusqu'à l'aval de la recherche, vers l'innovation et le marché. Au printemps 1985, le lancement du programme civil Eurêka, réponse européenne d'initiative française au programme militaire Strategic Defense Initiative du président américain Reagan, parachève ce mouvement en s'adressant aux entreprises<sup>49</sup>. Exercice réussi de diplomatie scientifique intergouvernementale, Eurêka prend corps hors du champ communautaire et complexifie le paysage de la coopération technologique européenne. En 1986, l'Acte unique européen n'en officialise pas moins la compétence communautaire en matière de recherche et d'innovation.

La deuxième ligne d'action concerne la politique dite des filières industrielles. Si, dès septembre 1981, le président François Mitterrand appelle à « bâtir une industrie de la machine-outil, des circuits intégrés, une informatique en particulier autour des micro-ordinateurs et microprocesseurs<sup>50</sup> », il entend ne pas opposer nouvelles et vieilles industries. Les secondes doivent bénéficier du souffle des premières. Lors de l'inauguration d'une liaison visiophonique entre Biarritz et l'Élysée, en mai 1984, le président échange avec Louis Mexandeau, ministre des PTT, et répond à Yves Mourousi :

je dois tout de suite répondre qu'il ne s'agit pas tellement de substituer une industrie qui serait tout à fait nouvelle aux autres qui seraient anciennes ou périmées. Ce serait une vue beaucoup trop simpliste. C'est grâce à cette technologie nouvelle à partir de l'électronique, de l'informatique que nous pouvons rénover toutes les autres industries. C'est dire qu'il y a des industries que beaucoup de gens considèrent comme à bout de souffle et qui peuvent et qui doivent revivre grâce à cette nouvelle technologie qui va entrer dans le circuit, notamment l'automobile<sup>51</sup>.

Il le redit le lendemain encore, lors d'une visite à l'usine Bull d'Angers :

Tous les secteurs industriels sont intéressés, profiteront de ce qui est fait ici. Aucun secteur n'est éliminé de la compétition. Il n'y a pas un vieux secteur industriel et un jeune, le vieux étant destiné à périr bientôt et le jeune ayant l'avenir devant lui. Tous peuvent et doivent être irrigués par l'informatique. Il est donc très important que la France se situe parmi des nations les plus avancées dans ce domaine<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> Georges Saunier, « Eurêka : un projet industriel pour l'Europe, une réponse à un défi stratégique », *Journal of European Integration History*, vol. 12, 2006/2, pp. 57-74.

<sup>50</sup> Conférence de presse, Palais de l'Élysée, 24 septembre 1981.

<sup>51</sup> Conversation visiophonique entre Biarritz et l'Élysée, 21 mai 1984.

<sup>52</sup> Visite de l'usine Bull à Angers, 22 mai 1984.

La politique industrielle française vise donc la modernisation de tout l'outil productif, pour accroître sa compétitivité. Dénommée politique des filières, elle est élaborée en contrepoint de la politique dite des créneaux, suivie lors du précédent septennat. La filière électronique est centrale. Les projets de création d'un Airbus des télécommunications échouent<sup>53</sup>. Sous contrainte budgétaire, alors que l'endettement ne cesse de croître, des arbitrages seront toutefois nécessaires, en pratique, entre sauvetage des secteurs les plus menacés et appui aux secteurs émergents.

La troisième ligne d'action politique touche à la formation. La formation professionnelle, et en amont celle des étudiants, des lycéens et des écoliers, à l'informatique est la clé de voûte de la vision méditerranéenne sur ce sujet. C'est par la maîtrise des savoirs que se résoudront les tensions liées à l'informatisation, d'abord en permettant de réduire le décalage entre la société et les technologies, ensuite en ouvrant la possibilité d'une domination de l'homme sur la machine.

La question du décalage, qui semble posée en termes forts généraux, prend un tour très concret dès lors qu'on s'intéresse à ce que font les gens avec leur ordinateur, et comment ils le font. C'est un fait que l'informatisation s'accélère : un quart de l'échantillon des entreprises françaises en 1982 est informatisé depuis moins de deux ans<sup>54</sup>. La situation varie généralement en fonction de la taille des entreprises ou des administrations – les plus grandes sont équipées depuis plus longtemps que les autres. À partir de la seconde moitié des années 1980, l'informatique personnelle commence à s'immiscer massivement dans les foyers et surtout au travail. L'ordinateur était déjà présent pour sa puissance de calcul dans les centres de recherche, il gérait déjà de grandes bases de données, notamment bancaires, renseignées et interrogées à distance et en temps réel depuis des terminaux clients. Il arrive désormais sur de nouveaux territoires : ceux, pour ne prendre que quelques exemples, des assistantes qui doivent se former aux nouveaux systèmes de traitement de texte, des agents de guichets à La Poste, des cadres bientôt utilisateurs de tableurs numériques. À chacun, désormais ou très bientôt, son ordinateur. C'est dans ce contexte que Robert Solow formule en juillet 1987 son célèbre paradoxe : « *You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics*<sup>55</sup>. » Pour l'économiste, la technique ne fait pas tout. L'organisation du travail est capitale pour atteindre la productivité

---

<sup>53</sup> Voir la contribution de Pascal Griset dans ce volume.

<sup>54</sup> Alain Beltran, « Arrivée de l'informatique », art. cit., p. 78.

<sup>55</sup> Robert Solow, « We'd better watch out », *New York Times Book Review*, 12 juillet 1987, p. 36.

promise par l'informatique. De fait, de 1965 à 1995, durant les « trente inglorieuses » de l'informatique, les investissements colossaux en moyens et outils de traitement de l'information ne se retrouvent pas dans les statistiques de productivité – sauf dans le secteur secondaire où l'informatique appuie l'automatisation des tâches de production les plus routinières depuis les années 1950<sup>56</sup>. Le paradoxe dit de Solow tient bien à la difficulté de l'informatique à faire sa place dans les organisations humaines. La chose est déjà claire en 1983 pour le président de la République, qui interroge :

En France même, combien d'entreprises, grandes ou petites, combien de ménages savent maîtriser les produits dont ils font l'acquisition ? Combien de fois l'informatique est-elle plaquée artificiellement sur des systèmes d'organisation traditionnelle sans améliorer en rien le fonctionnement du travail ? Combien de gestionnaires ou d'utilisateurs raisonnent malgré l'informatique, plutôt que grâce à l'informatique ou avec l'informatique<sup>57</sup> ?

La seule réponse possible est la formation. Il en va de même pour l'autre point de débat qu'est le risque de perte d'autonomie du travailleur face à la machine :

Nous n'éviterons une nouvelle domination de la machine sur l'homme, comme ce fut le cas au lendemain de la révolution de la vapeur, fin XVIII<sup>e</sup>, début XIX<sup>e</sup>, comme ce fut le cas avec la révolution de l'électricité, fin XIX<sup>e</sup>, début XX<sup>e</sup>, qu'en organisant la domination de l'homme sur la machine. Elle est faite pour cela, elle se substitue aux muscles de l'homme, elle se substitue aujourd'hui à sa mémoire, à son raisonnement, elle ne peut se substituer à lui dans ses facultés créatrices<sup>58</sup>.

L'équipement des établissements scolaires est de ce point de vue ce qui fait tenir ensemble politique industrielle et projet de formation. Il remplit les carnets de commande des industriels français tout en donnant les outils de la préparation de la prochaine génération à l'usage des techniques. François Mitterrand se félicite ainsi le 2 janvier 1983 de la commande passée par le département de la Nièvre de « 500 ordinateurs individuels<sup>59</sup> ». La grande affaire de ce point de vue est le plan Informatique pour tous, lancé par Laurent Fabius en janvier 1985. D'autres dispositifs mériteraient d'être cités : le Centre mondial Informatique et ressources humaines,

---

<sup>56</sup> Paul Edwards, « “L'électronique rêvera pour vous”. L'informatique rencontre l'information au cours des années Pompidou », dans Pascal Griset (dir.), *Georges Pompidou et la modernité. Les tensions de l'innovation, 1962-1974*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, pp. 159-170.

<sup>57</sup> Colloque « Informatique et enseignement », 22 novembre 1983.

<sup>58</sup> Université Carnegie-Mellon, Pittsburgh, 27 mars 1984.

<sup>59</sup> Journal d'Antenne 2 Midi, 2 janvier 1983.

ouvert en 1981 ; les Missions locales (1985), lieu où plusieurs administrations habituellement séparées sont rapprochées, pour proposer une formation adaptée aux demandeurs ; les Pôles de conversion (1985) ; les Actions structurelles en faveur des chômeurs de longue durée ; l'Initiative congés de conversion.

La préoccupation de la formation reste vive jusque dans la « Lettre à tous les Français », adressée par le président candidat à sa réélection en 1988 : à propos de la politique contractuelle, ce dernier souhaite que se poursuive le dialogue entre les partenaires sociaux sur « l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail, l'introduction et les effets des technologies nouvelles, la formation des personnels à ces technologies, la gestion prévisionnelle des emplois et des qualifications<sup>60</sup> ».

Point de départ pour une approche plus systématique et précise, à partir des archives de la Présidence, notamment pour ce qui concerne les aspects chronologiques liés aux changements de gouvernement et à la cohabitation, ou encore les débats internes qui entourent les prises de parole et de décision, cet article montre que la technologie se trouve au cœur du projet mitterrandien des années 1980 pour la France. L'optimisme de François Mitterrand est tempéré par une vision des effets néfastes du changement technologique. Reste un volontarisme indéniable, qui vise à doter la France et les Français de tous les atouts pour conduire et réussir une transformation technologique qui s'imposera de toute manière à la collectivité. Pour ces différentes raisons, François Mitterrand est bien le dernier président du « progrès » – le principe de précaution marquant de ce point de vue un tournant lorsqu'il est introduit en droit français en février 1995 avec la loi Barnier, et constitutionnalisé en 2005.

Quatre facteurs principaux ont minoré cette dimension dans la mémoire collective du premier septennat, telle qu'elle est façonnée et véhiculée par les historiens et les médias. D'abord, l'intérêt marqué de François Mitterrand pour l'histoire ainsi que sa culture livresque ont concentré l'attention et rehaussé le contraste avec l'adversaire de 1974 et de 1981, Valéry Giscard d'Estaing, plus spontanément légitime sur ce terrain du fait de sa formation de polytechnicien et d'énarque. Ensuite, certains des acteurs concernés de l'équipe présidentielle ont ressenti une forme de résistance de la part d'une technocratie malmenée et sceptique,

---

<sup>60</sup> François Mitterrand, *Lettre à tous les Français*, avril 1988.

quand le reste de la population n'était par ailleurs pas forcément sensible à la question<sup>61</sup>. À cela s'ajoute que nombre de ces initiatives ont tourné court, du fait de la cohabitation. La remise en cause et même la fermeture parfois brutale par le gouvernement Chirac d'organismes emblématiques comme le CESTA, le Centre mondial Informatique et ressources humaines, ou encore le Carrefour international de la communication ont ainsi contribué à les plonger dans l'oubli. Enfin, ont compté la persistance de la crise et par conséquent, en dépit de réels succès dans certains domaines (aéronautique, spatial, télécommunications), la déception face à des politiques en matière technologique qui n'ont pas pu tenir toutes leurs promesses.

Léonard Laborie  
CNRS, UMR Sirice

---

<sup>61</sup> Entretien de l'auteur avec Alain Boublil, Paris, 16 janvier 2016.